

INTRODUCTION

Des radicaux à la fin du XIX^e siècle, composante majeure des milieux républicains, les historiens ont retenu que, si certains d'entre eux avaient été antisémites, c'était en 1898, au plus fort de l'affaire Dreyfus, et que par la suite ils avaient rejoint la défense républicaine¹. Pourtant, la lecture de la presse républicaine radicale du Sud-Ouest, *La Dépêche*, basée à Toulouse, et *Le Petit Méridional*, son rival montpelliérain, révèle la fréquence et l'ampleur des discours hostiles aux juifs. Ces deux quotidiens populaires (près de 300 000 exemplaires pour le premier et 80 000 pour le second, avant 1914), agents influents du radicalisme sur des terres méridionales où celui-ci a prospéré, ont en effet véhiculé des stéréotypes négatifs sur les juifs et forgé à leur tour un discours public antisémite dès la fin des années 1880 et jusqu'à la fin des années 1890. Les auteurs de ces articles étaient des journalistes renommés, en particulier Arthur Huc, à la tête de *La Dépêche*, et Maurice Sarraut, qui a dirigé le bureau parisien du quotidien toulousain, deux figures du radicalisme de la III^e République, mais ils ont aussi pour noms Jean Jaurès, Camille Pelletan, François Allain-Targé, et bien d'autres collaborateurs de ces deux journaux populaires².

Situés à la gauche des républicains modérés, les radicaux se présentaient comme les défenseurs de la République démocratique et sociale. Ils demandaient des réformes institutionnelles destinées à rapprocher les élus des citoyens et réclamaient l'intervention de l'État dans les affaires économiques et sociales. Mais, sous l'étiquette radicale, la mouvance qui s'est élargie au fil des élections jusqu'à se rassembler dans un parti fondé en 1901 ne manquait pas de nuances, voire de divisions, et c'est avant tout

1. Par exemple, Baal, 1994, p. 25, signale l'antisémitisme de plusieurs radicaux, dont Arthur Huc, rédacteur en chef de *La Dépêche*, en 1898. Ce qui a été souligné plus largement par les historiens, par exemple par Duclert (« L'affaire Dreyfus et la gauche », 2004), c'est la participation des radicaux au camp antidreyfusard, notamment celle du ministre Cavaignac.
2. Comme l'a montré Lerner, 1978, les républicains radicaux ont nettement progressé dans le Sud-Ouest dès les années 1880-1890, sous l'influence de *La Dépêche*, premier quotidien régional. Cf. également Baal, 1994, et Kayser, 1961.

sous la bannière de l'anticléricalisme qu'elle a fait l'union³. Elle s'est implantée dans quelques territoires de l'Hexagone, dont le Sud-Ouest où *La Dépêche* et *Le Petit Méridional* gagnaient des lecteurs tout en ralliant et en soutenant des candidats républicains, de préférence sous l'étiquette radicale. En 1889, alors que les radicaux perdaient des sièges à la Chambre des députés, ils progressaient dans cette région méridionale⁴. Une tendance qui s'est confirmée en 1893 et dans les années 1900, le Sud-Ouest étant alors l'une des « zones de force du radicalisme », selon l'historien Jean-Marie Mayeur⁵.

Pour mener cette étude, nous avons relevé et analysé quelques centaines d'articles sur « ce qui a été dit des juifs⁶ » dans ces deux quotidiens populaires de la mouvance radicale, entre les années 1880 et 1914, en cherchant à répondre à une question qui nous semble majeure : pourquoi et comment l'antisémitisme moderne, qui a émergé dans les années 1880 dans le milieu des conservateurs catholiques, à Paris, par hostilité aux républicains⁷, a-t-il été véhiculé dans les journaux d'une mouvance radicale qui se présentait comme le fer de lance de la République démocratique, sociale et anticléricale – et donc, de la lutte contre les conservateurs catholiques –, dans une vaste région méridionale, très éloignée de la capitale, qui s'étend du Rhône jusqu'aux franges de l'Aquitaine⁸, où les juifs recensés par le Consistoire se limitaient à l'époque à quelques milliers de personnes⁹ ?

Si la question de l'antisémitisme dans la mouvance républicaine radicale n'a été qu'effleurée, c'est, nous semble-t-il, pour deux raisons. La première est que les historiens et politistes qui ont révélé la publication d'articles antisémites dans *La Dépêche* ont minimisé cette question selon un postulat implicite, celui d'une antinomie entre « antisémite » et « républicain ».

À notre connaissance, Henri Lerner¹⁰ est le premier à avoir montré, dans sa thèse d'histoire sur *La Dépêche*, en 1978, que le quotidien toulousain avait publié des articles ouvertement antisémites en novembre 1894, au début de l'affaire Dreyfus, et en 1898, lorsque celle-ci battait son plein. Non des articles anodins, mais des éditoriaux publiés en page une et signés par le directeur du quotidien, Arthur Huc. Henri Lerner est demeuré plus discret à propos d'autres journalistes « frisant l'antisémitisme de façon plus ou moins explicite », en particulier l'influent correspondant parisien et pilier de la mouvance radicale, Maurice Sarraut, qui « n'était pas loin de partager le même état d'esprit » qu'Arthur Huc¹¹.

3. Baal, 1994.

4. Baal, 1994, p. 20.

5. Mayeur, 1984, p. 168 et 199.

6. Une approche inspirée de celle d'Angenot, 1989a.

7. Noiriél, 2007, p. 211 et 221.

8. C'est le principal territoire de diffusion de *La Dépêche*, qui a rayonné à partir de Toulouse, d'après Lerner, 1978. Basé à Montpellier, *Le Petit Méridional* s'est implanté dans le Bas-Languedoc, le Roussillon, et dans la frange sud du Massif central, selon Andréani, 1989.

9. Becker et Wieviorka (dir.), 1998, p. 47 et p. 57 et suiv. ; Ianou, 1995, p. 245 et suiv.

10. Lerner, 1978.

11. Lerner, 1978, p. 560 à 569. Les citations de ce paragraphe et du paragraphe suivant sont tirées de ces pages.

Pour expliquer ces prises de position, dont il n'a révélé qu'un petit florilège, Henri Lerner avançait deux raisons. La première: *La Dépêche* «se laissa profondément contaminer par l'antidreyfusisme», partagé par «l'ensemble des radicaux», et «même par l'antisémitisme». L'historien cite en particulier Camille Pelletan et le «maître spirituel» d'Arthur Huc, Allain-Targé, engagés dans le combat antidreyfusard, qui mirent en cause le rôle des «solidarités juives» et de «Jérusalem» dans la campagne révisionniste. Deuxième raison: le «très net antisémitisme de la défiance», l'«antisémitisme viscéral» du directeur de *La Dépêche*. «Viscéral», donc profond, inconscient, irraisonné. Henri Lerner ne fournit d'autre éclairage que les motifs avancés par Arthur Huc dans ses éditoriaux: «Comme il l'expliquait lui-même, ce sentiment lui paraissait justifié non point en vertu d'un fondement religieux ou racial, mais par le particularisme ethnique, et surtout par la puissance financière qu'il prêtait aux israélites dont il redoutait l'influence occulte¹².»

L'historien se limite donc à constater l'antidreyfusisme de la mouvance radicale, dont les raisons demeurent obscures, et les préjugés d'Arthur Huc. Cette attitude traduit sans doute son embarras, lui qui admire tant le «grand journaliste, un des plus éminents de la Troisième République» et «un des directeurs de conscience les plus révéérés de la démocratie méridionale¹³». Elles tiennent également au défaut intrinsèque de son système d'explication: il consiste à s'appuyer sur les justifications avancées par les dirigeants de *La Dépêche* eux-mêmes, alors qu'elles ne sont que des éléments de leurs discours antisémites. Par la suite, Arthur Huc et Maurice Sarraut ont nié, contourné, gommé leurs partis pris, et cela dès 1899, comme nous le verrons dans le dernier chapitre. Enfin, on peut s'interroger sur l'absence de questionnement et de mise à distance de ces opinions antisémites par Henri Lerner lui-même.

Dans *Le Moment antisémite*¹⁴, Pierre Birnbaum se montre aussi étonné que ce dernier des propos hostiles aux juifs découverts dans la presse républicaine radicale du Midi, en 1898. Il ne prend le temps d'une analyse que pour *La Dépêche*¹⁵. Après avoir pointé du doigt le «surprenant antisémitisme» du quotidien radical et les «rencontres inattendues entre idéologies adverses», royaliste et républicaine, le politologue cite à plusieurs reprises des éditoriaux d'Arthur Huc à propos de l'affaire Dreyfus, mettant en cause «la caste juive». Il considère qu'il propage «l'imagerie antisémite» dans «toutes ses dimensions, y compris religieuse et raciale». Pour expliquer l'attitude du directeur de *La Dépêche*, il le situe dans la lignée d'un «antisémitisme de gauche», «fondé sur une tradition socialiste qui traverse en France tout le XIX^e siècle», tout en montrant sa proximité avec les thèmes développés par Drumont dénonçant «le Sémite», au service de l'argent, ou le «Juif marchand», ou encore en soulignant la reprise de préjugés antijuïdaïques «écoulés». Puis il conclut à l'abandon de cette rhétorique en 1899, quand *La Dépêche* opte pour le camp dreyfusard et dénonce les nationalistes

12. Lerner, 1978, p. 561.

13. Lerner, 1978, p. 97-98.

14. Birnbaum, 1998.

15. Birnbaum, 1998, p. 211 à 227. Les citations de ce paragraphe sont tirées des pages 222 à 225.

antisémites, ennemis de la République, tout en couvrant d'un épais silence ses précédentes prises de position.

En réalité, Pierre Birnbaum évite, autant qu'Henri Lerner, mais en recourant à d'autres arguments, d'aborder de front la question d'une hostilité aux juifs exprimée par les républicains radicaux. Il attribue soit à une tradition socialiste, soit à Drumont, soit à un vieux fonds chrétien la paternité des articles antisémites d'Arthur Huc. Autrement dit, il met sur le dos des extrémismes antirépublicains ou en marge de la République ce qui a pourtant été écrit et publié par le directeur d'un grand quotidien régional, républicain radical, tant ce fait lui paraît incroyable et contradictoire.

Ainsi, dans *Le Moment antisémite*, comme dans la thèse de Lerner, transparaît ce postulat implicite d'une antinomie entre « antisémite » et « républicain ». Pourtant, l'histoire des radicaux avant la naissance du parti radical met également en évidence l'expression d'une hostilité aux juifs par une partie de ses leaders. Sur ce point, *La Dépêche* constitue même la source essentielle de la thèse de Gérard Baal¹⁶. Selon ce dernier, « l'antidreyfusisme radical peut à l'occasion dégager de forts relents d'antisémitisme¹⁷ ». L'historien décrit l'évolution des positions « dans la crise dreyfusienne ». Les élus radicaux d'Algérie sont présentés comme « le cas extrême » d'antisémitisme, mais un peu plus loin, la position antisémite et raciste du directeur de *La Dépêche*, Arthur Huc, est largement exposée, sans être expliquée¹⁸. Son influence sur les candidats radicaux du Sud-Ouest serait à l'origine des propos hostiles aux juifs tenus par ces derniers lors de la campagne électorale des législatives de 1898. Le spécialiste du radicalisme n'avance pas d'autres explications¹⁹.

Parmi les articles antisémites les plus connus tirés de *La Dépêche* figurent deux éditoriaux de Jean Jaurès datant de mai 1895. Gilles Candar, notamment, les a commentés dans un article qui fait le point sur « Jaurès et l'antisémitisme²⁰ ». Le député républicain du Tarn, socialiste indépendant dans les années 1890, puis fondateur de la SFIO en 1905, a collaboré dès 1887, à un rythme soutenu, au quotidien régional radical. Celui-ci a également publié des comptes rendus de ses discours électoraux et de ses interventions à la Chambre des députés, et plus globalement soutenu sa carrière politique, dans le Tarn et au sein de la municipalité toulousaine²¹. Gilles Candar tend à minimiser et mettre sur le compte de la doxa²² – comme si Jaurès n'en était pas un producteur essentiel – ses prises de position antisémites. Dans sa biographie de l'homme politique, écrite avec Vincent Duclert,

16. Baal, 1991.

17. Baal, 1991, p. 49.

18. Baal, 1991, p. 49-50.

19. Winock, 1982, p. 80, cite également *La Dépêche* : dans un article du 13 mars 1895, il est rapporté une déclaration de Raymond Gendre, député radical-socialiste de Dordogne : « J'estime que la juiverie politique et financière qui nous ronge est la plus grande plaie sociale du jour », ce qui ne l'empêchait pas de se réclamer de « l'idéal républicain ».

20. Candar, 2009.

21. Lerner, 1978, p. 149 à 165.

22. Candar, 2009, à propos de Jaurès : « En fait, il sacrifie lui aussi à la doxa du moment, magistralement étudiée jadis par Marc Angenot, au discours social sur les juifs manieurs d'argent, sans que cela doive être surinterprété politiquement. »

il les impute également à son rapprochement avec les socialistes²³. Notre étude apporte un autre éclairage, en remettant ses articles dans le contexte du milieu radical de *La Dépêche* et de l'élaboration d'un discours antisémite par ses journalistes. Nous reviendrons sur le rôle et les écrits de Jaurès au fil des chapitres.

La seconde raison pour laquelle la question de l'antisémitisme dans la mouvance radicale n'a été qu'effleurée tient à la focalisation de la recherche historique sur Édouard Drumont et le camp des conservateurs catholiques (hommes politiques, hommes de lettres et journalistes, organes de presse) qui, les premiers, ont porté le discours antisémite et l'ont largement diffusé à partir des années 1880.

L'historiographie de l'antisémitisme en France, au début de la III^e République, retrace sa naissance et ses premiers pas. Forgé en Allemagne, à la fin des années 1870, par un journaliste, Wilhelm Marr, le néologisme « antisémitisme » désigne une nouvelle forme d'hostilité envers les juifs, distincte de l'antijudaïsme religieux. Il se fonde sur une théorie raciste, née dans les deux premiers tiers du XIX^e siècle, opposant « aryens » et « sémites », ce terme désignant, à tort, uniquement les juifs²⁴. En France, dans les années 1880, les mots issus de ce néologisme, « antisémitique » et « antisémite », se répandent d'abord pour dénoncer les pogroms en Russie, puis pour désigner la nouvelle idéologie qui prend corps²⁵.

Celle-ci émerge dans le camp des conservateurs catholiques. La publication de *La France juive*, à Paris, en avril 1886, en constitue l'acte fondateur. Son auteur, Édouard Drumont, est le rédacteur en chef du *Monde*, journal de l'évêché de Paris. Comme l'a montré Gérard Noiriel²⁶, le journaliste prétend expliquer les problèmes de son temps par la menace que les juifs feraient peser sur la société française. Il reprend tous les thèmes traditionnels anti-juifs (les juifs banquiers, capitalistes, malfaiteurs, comploteurs, haineux envers les chrétiens, etc.), et s'appuie sur les faits divers puisés dans les journaux pour persuader ses lecteurs de la véracité de ce qu'il avance. Il reprend en particulier le thème de l'espion allemand, déjà largement répandu dans la presse républicaine, pour mettre en équivalence le Juif et l'Allemand, présenté comme l'ennemi de l'intérieur. Volontiers polémique, le journaliste attaque à tour de bras des personnalités dites « juives » du monde politique, médiatique, économique et culturel. Il s'en prend en réalité aux républicains, qu'ils soient juifs, protestants ou maçonniques. Condensé de préjugés religieux, racistes et xénophobes, l'antisémitisme est conçu en effet comme une arme au service des anciennes élites, notamment ecclésiastiques et militaires, contre le pouvoir républicain. Le livre *La France juive*, par les polémiques et les scandales qu'il provoque, par la relation de

23. Candar et Duclert, 2014, p. 202 : « Pour autant, devenant socialiste, Jaurès a endossé les préjugés antisémites fréquents chez les socialistes. » Et p. 203, à propos d'un article de Jaurès dans *La Dépêche* du 1^{er} septembre 1889, où il dénonce le libre-échange qui « livre aux frelons juifs le miel des abeilles françaises » : Jaurès « sacrifie clairement à la doxa du moment, au discours social sur les juifs manieurs d'argent, sans que cela doive être surinterprété politiquement. Jaurès est surtout soucieux de repousser la propagande des antisémites sur le prolétariat. Pour ne pas s'éloigner de ce dernier, il en flatte les préjugés ».

24. Taguieff, 2013, p. 88-115.

25. Noiriel, 2007, p. 208 et suiv.

26. Sur *La France juive*, de Drumont : Noiriel, 2007, p. 212-224, et Noiriel, 2019.

connivence nouée avec les lecteurs sur la base de références communes (préjugés, exemples tirés d'actualités récentes), connaît un succès immédiat et durable.

Cependant, l'animosité envers les juifs s'affirme dans le discours public des conservateurs catholiques avant même la publication de l'ouvrage de Drumont. En février 1882, la faillite de l'Union générale, une banque détenue par des financiers catholiques, est attribuée par ces derniers à la « finance juive ». On parle alors de « krach », mot tiré de l'allemand *krachen*, pour signifier que le responsable de la faillite est juif allemand²⁷. En réponse à la politique laïque combative menée par le jeune régime républicain, soutenue par une presse anticléricale virulente, le quotidien populaire *La Croix*, fondé en 1883, vilipende ceux qu'il considère comme les ennemis des catholiques : les républicains, parmi lesquels il dénonce surtout les francs-maçons, mais aussi les juifs. À partir de 1889, il applique une grille de lecture « antijuive » de l'actualité de manière systématique et véhémence. Le quotidien des assumptionnistes se proclame ainsi en septembre 1890 « le journal le plus antijuif de France ». *Le Pèlerin*, hebdomadaire populaire du même groupe de presse catholique, distille également « un sentiment antijuif ». Dans les années 1890, ces deux journaux tirent au total à 500 000 exemplaires²⁸.

Mais le plus antisémite des journaux reste celui d'Édouard Drumont. Il dirige, à partir d'avril 1892, le quotidien *La Libre Parole*, destiné à servir ses ambitions politiques. Son tirage fluctue au gré des polémiques qu'il lance, en général avec succès, contre « les officiers juifs dans l'armée » dès mai 1892, contre les financiers et les parlementaires accusés d'être à l'origine de « l'affaire du Panama » au cours de l'automne suivant, ou encore pour dénoncer « le traître Dreyfus » à partir de novembre 1894.

Un courant politique antisémite apparaît. D'après Zeev Sternhell²⁹, dans le creuset du boulangisme (1886-1889), « ère de la politique des masses », qui concilie des aspirations sociales et nationales, naît une « droite révolutionnaire », qui fait de l'antisémitisme un « ferment d'unité nationale » sur le plan doctrinal et l'épine dorsale de son programme politique. Avec pour principaux penseurs Maurice Barrès et Charles Maurras, elle élabore un nationalisme antilibéral, antiparlementaire, qui se dit socialiste, prend la défense des « petits », et réclame un État fort, dirigiste, mobilisant les classes sociales dans un sens convergent, protégeant les nationaux, les « enracinés », contre la menace juive, par définition étrangère.

Pierre Birnbaum y voit surtout une pensée nationaliste et antirépublicaine qui s'affirme dans les années 1880 et se prolonge jusqu'à l'époque la plus récente³⁰. Ce nationalisme à la fois raciste et xénophobe prétend défendre une identité française, aryenne, et plus encore catholique, profondément enracinée, contre tous ceux qui sont assimilés à la République, juifs, protestants, francs-maçons et étrangers.

27. Noiriél, 2007, p. 211, note 1 (Jean-Yves Mollier et Jocelyne George, *La Plus Longue des Républiques, 1870-1940*, Fayard, Paris, 1994, p. 137).

28. Sorlin, 1967.

29. Sternhell, 1978 et 1972.

30. À propos de la droite extrême, Birnbaum, 1993 ; sur le « nationalisme fermé », Winock, 1990.

L'historiographie souligne également l'antisémitisme de quelques socialistes indépendants. Cependant, leur audience était nettement plus faible. Dans les années 1880, des polémistes, Auguste Chirac, en particulier, qui publie des articles dans la *Revue socialiste*, ainsi qu'Albert Régnard, s'en prennent à la finance juive et ne se privent pas d'exprimer des préjugés racistes envers une minorité. Mais, en 1890, dans la même revue, Gustave Rouanet réfute l'idéologie antisémite et sa prétention à se réclamer du socialisme. La *Revue socialiste*, éditée par Benoît Malon, cesse dès lors de publier des articles de Chirac ou Regnard³¹. Selon l'historien R. F. Byrnes, Jules Guesde et Paul Lafargue, dirigeants du Parti ouvrier français (POF) – seul parti politique au début de la III^e République, qui domine nettement les mouvances socialistes par sa structuration, le nombre de ses adhérents et sa capacité à entrer dans le jeu électoral comme à participer aux congrès du mouvement ouvrier –, ont ignoré, mis à distance, ou nettement combattu l'antisémitisme, notamment en 1892, lors d'un débat avec Drumont³². Claude Willard, qui a étudié la période de l'affaire Dreyfus, est plus nuancé. En 1897-1898, des élus ou militants du Midi ou du Nord signent des articles hostiles aux juifs dans les journaux socialistes locaux. Mais en septembre 1898, la direction du parti dénonce le nationalisme et l'antisémitisme³³.

Pour étudier la genèse de l'antisémitisme dans des quotidiens populaires méridionaux de la mouvance radicale, nous avons adopté l'approche de la sociohistoire³⁴. L'enjeu est de comprendre, en se gardant de tout essentialisme et de tout jugement de valeur, les discours publics forgés et véhiculés par les professionnels de la parole publique. Cette approche exige d'être au plus près des individus, de leurs enjeux et de leurs luttes, de la rhétorique utilisée par chacun. L'objectif est de cerner comment ils définissent et imposent « la question juive », avec quels mots, et selon quelle approche de la question nationale et de la question sociale, préoccupations majeures des acteurs de l'espace public républicain. Il n'y a pas d'évidence, pas d'épidémie, ni d'accident de parcours qu'il faudrait minimiser, mais des débats entre des professionnels du discours public – journalistes et hommes politiques – qui ont des intérêts à défendre, des stratégies pour imposer leurs propres vues, renforcer la popularité de leur journal et celle des radicaux et pour rassembler ces derniers dans l'intention de favoriser leur conquête du pouvoir. Et face au « problème juif » qui s'impose dans le débat public, la nécessité pour chacun de prendre position et la volonté de le politiser à leur tour. Avec un effet majeur sur la construction sociale des identités³⁵.

31. Dreyfus, 2009, p. 81-83, et Winock, 1982 (un chapitre sur « la gauche et les juifs »).

32. Byrnes, 1969 (1^{re} édition, 1950), p. 176-178.

33. Willard, 1965.

34. Noiriel, 2006.

35. Guillaume Erner, 2005, montre que, dès son apparition, le néologisme « antisémitisme » a été repris par le journaliste et essayiste Bernard Lazare, puis par des historiens comme Léon Poliakov, pour retracer l'histoire de l'animosité envers les juifs depuis l'Antiquité. Sous un seul vocable, toutes les formes de haine contre une minorité, les pamphlets, les actes politiques, les mobilisations et les massacres, ont été inscrites dans l'histoire d'un fanatisme continu. D'une part, cette approche tend à essentialiser l'antisémitisme, en focalisant les recherches sur les doctrines et les mouvements politiques extrêmes. D'autre part, elle tend à essentialiser tout autant la minorité stigmatisée, persécutée, victime d'exactions et de massacres, « les juifs », sans tenir compte de leur diversité et de leur adhésion, ou non, à cette

Comment la presse populaire régionale de la mouvance radicale, en désignant « le juif » comme un problème, en véhiculant des représentations négatives des juifs, en élaborant des discours antisémites, a-t-elle participé de ce processus ? Il nous faut d'abord revenir sur les profondes transformations qui se produisent au début de la III^e République. Comme l'a montré Gérard Noiriel, l'instauration de la démocratie, fondée sur le libre exercice du suffrage universel masculin et sur des libertés fondamentales (presse, réunion, syndicat), l'extension massive du réseau de voies de communication, le développement d'un enseignement public unifié, mais aussi la structuration d'une économie nationale ont constitué une étape fondamentale dans la construction de l'État-nation, celle qui permet l'intégration des milieux populaires³⁶. Émerge alors un espace public républicain de dimension nationale – la sphère, où les professionnels du discours public, hommes politiques, journalistes, hommes de lettres et savants, débattent de toutes les questions dont ils souhaitent s'emparer. Ils exercent un pouvoir de nature symbolique, celui de définir les problèmes qui leur paraissent importants, de dire leur opinion comme étant l'opinion publique, de nommer, de créer des catégories, des étiquettes, devant des millions de personnes qui, elles, n'ont pas accès à cette sphère. Ils contribuent à modeler les identités des personnes et des groupes sociaux. Et ils alimentent « le stock des arguments légitimes dans lequel ceux qui n'ont pas directement accès à l'espace public doivent puiser pour défendre leur dignité ou leurs intérêts³⁷ ».

La presse joue un rôle majeur dans cette sphère publique républicaine. Le progrès industriel, le développement de la publicité, l'essor du chemin de fer et la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse se conjuguent pour favoriser une expansion des journaux sans précédent. Alors que leur tirage s'élève à un million d'exemplaires par jour en 1870, il approche les dix millions en 1914. Les lecteurs sont probablement bien plus nombreux, ce qui donne la mesure de l'impact des journaux dans un pays qui compte alors près de 40 millions d'habitants³⁸. Aux premières places figurent les quatre grands quotidiens parisiens à un sou (*Le Petit Journal*, *Le Petit Parisien*, *Le Journal*, *Le Matin*), diffusés dans l'ensemble de l'Hexagone, véritables moyens de communication de masse, et la presse régionale populaire (également à un sou), qui répercute au jour le jour, dans ses premières pages, ce qui se dit dans les lieux du pouvoir central, mais développe aussi des éditions locales, grâce à un fin maillage de correspondants et de dépositaires, clé de son succès. Ainsi que l'affirme dès cette époque le journaliste Henri Avenel, auteur d'ouvrages sur l'histoire de la presse et responsable de l'*Annuaire de la presse française et du monde politique*, « la lecture des "papiers publics", comme on les appelait au temps de la première Révolution, a cessé

dénomination. Ils sont désignés en bloc comme des boucs émissaires, comme si cela tenait à leur nature, leur essence. Ainsi se trouvent masquées des réalités complexes, que Guillaume Erner met en évidence : la construction sociale de la différence, particulière à chaque société, à chaque époque ; les cheminements par lesquels la représentation négative d'une minorité entre dans le sens commun, devenant une croyance parmi d'autres ; et enfin, les réactions diverses aux stigmatisations et rejets.

36. Noiriel, 2007, p. 83 à 134.

37. Noiriel, 2007, p. 9, d'après Bourdieu.

38. Lyon-Caen, 2011.

d'être le monopole, le privilège du petit nombre, pour devenir l'aliment quotidien du plus humble citoyen aussi bien que du chef d'État³⁹ ».

À Toulouse et Montpellier, les deux quotidiens à un sou, *La Dépêche*, fondée en 1870, et *Le Petit Méridional*, en 1876, se sont hissés aux premières places dans leur région en développant des rubriques locales⁴⁰ en plus des informations nationales publiées grâce à un fil télégraphique avec la capitale. *La Dépêche* a tissé un vaste réseau de correspondants locaux (2 000 au début du xx^e siècle), en lien avec les rédactions placées dans les chefs-lieux d'arrondissement et de département, et a compté jusqu'à 4 000 déposataires répartis dans 30 départements du Sud-Ouest, jusqu'aux franges du Massif central et aux Bouches-du-Rhône. Son rival, le quotidien populaire *Le Petit Méridional*, a implanté en priorité ses équipes de journalistes dans l'Hérault et le Gard, mais il s'est aussi étendu dans les départements limitrophes. En 1892, diffusé du Rhône jusqu'à Perpignan et dans le sud du Massif central, il s'appuyait sur 1 500 déposataires. À la fin du xix^e siècle, le journal toulousain dépassait les 100 000 exemplaires et en 1914 frôle les 300 000 exemplaires. Le titre montpelliérain affichait dès 1884-1885 un tirage de 60 000 à 70 000 exemplaires et atteignait 85 000 exemplaires en 1901, avant de retomber à 70 000 à la veille de la guerre, sans doute en raison de la concurrence de la toute-puissante *Dépêche*, qui chassait en partie sur les mêmes terres⁴¹.

À la différence de la grande presse populaire nationale, les deux quotidiens faisaient également figure d'entreprises politiques de la mouvance républicaine radicale. Ils ralliaient des militants, soutenaient des candidats aux élections, nourrissaient les programmes électoraux et contribuaient à animer la vie politique locale. Ils jouaient ainsi un rôle majeur dans une démocratie naissante où les nouveaux venus en politique sans capital personnel, majoritaires parmi les républicains, avaient besoin de s'appuyer sur des ressources collectives. Nombre de journalistes des rédactions et de correspondants étaient issus de la petite ou moyenne bourgeoisie urbaine, imprimeurs, commerçants, négociants, petits propriétaires, avocats, etc., cette « couche sociale nouvelle » que Léon Gambetta appelait de ses vœux pour bâtir la République⁴².

Comme l'a montré Henri Lerner, ils ont contribué à étendre la sphère d'influence du radicalisme. Cette mouvance a progressé dans le Sud-Ouest au fil des élections, à partir de 1889, comme nous l'avons déjà souligné. Le département de l'Aude, par exemple, était particulièrement choyé : dans les années 1890, une fois journalistes à *La Dépêche*, les frères Maurice et Albert Sarraut entreprirent « la reconquête de l'Aude au profit du radicalisme », en nommant des correspondants acquis à leur cause, par exemple Léon Castel à Lézignan-Corbières⁴³. Dans les années 1900, Albert fut élu député et conseiller général de l'Aude, et son frère Maurice, devenu l'un des

39. Henri Avenel, *Histoire de la presse française*, Flammarion, Paris, 1900, p. 853.

40. Martin, 2002, p. 153.

41. Toutes les informations concernant *La Dépêche* et *Le Petit Méridional* sont tirées des thèses de Lerner, 1978, et Andréani, 1989, qui relatent précisément l'expansion des deux quotidiens populaires régionaux.

42. Cette analyse sera développée dans le premier chapitre de ce livre. Elle s'appuie notamment sur les travaux de Offerlé, 1987, de Huard, 1982, et de Sagnes, 1982.

43. Lerner, 1978, p. 141.

dirigeants de *La Dépêche*, animait la fédération radicale audoise. D'après Henri Lerner, dans tous les départements où *La Dépêche* s'est implantée, la même stratégie de recrutement de correspondants ayant des affinités politiques avec ce journal, d'animation de la vie politique locale et de ralliement de candidats aux différents mandats électifs était à l'œuvre. Il en est de même pour *Le Petit Méridional*⁴⁴.

Si la presse a un rôle si important, c'est également en raison de trois caractéristiques essentielles : d'une part, sa capacité à fabriquer et imposer l'actualité⁴⁵ ; d'autre part, son aptitude à utiliser des mots de tous les jours, des lieux communs, à être accessible et proche des lecteurs ; et enfin, ce que Gérard Noirielle appelle la « fait-diversisation », c'est-à-dire le fait de privilégier l'information spectaculaire et de l'inscrire dans un récit, enchaînant les stéréotypes, selon un schéma immuable opposant agresseurs et victimes, pour susciter l'émotion et l'identification des lecteurs⁴⁶.

Cette approche conduit à analyser les articles publiés comme autant de récits et d'interprétations des faits par les journalistes, et non comme des réceptacles de « l'opinion publique » que la presse ne ferait que refléter. Car, comme le soulignent Patrick Champagne et Pierre Bourdieu, l'opinion publique n'existe pas. Ce qui existe, c'est la croyance en l'opinion, produite et véhiculée par ceux-là mêmes qui ont la capacité d'affirmer dans l'espace public leur opinion comme étant celle d'une partie de la population, ou de la grande majorité, voire de tous⁴⁷.

Concurrentes dans la course à l'audience, les entreprises de presse cherchent ce qui fait recette. Les journalistes lisent constamment les autres journaux, privilégient l'information nouvelle et spectaculaire, et travaillent selon un prêt-à-penser. Cela favorise, malgré la diversification croissante de la presse, une homogénéisation des contenus : le traitement des mêmes actualités, selon des interprétations dominantes, autour des mêmes stéréotypes, des mêmes récits visant à susciter l'émotion et l'identification, des mêmes schémas agresseurs/victimes.

Vecteurs essentiels de la langue française et agents majeurs de la construction d'une appartenance nationale, les journaux forgent des images stéréotypées de l'Autre. Les professionnels du discours public désignent ce qui fait « problème » dans la société française : les membres du clergé, les vagabonds, les étrangers, la question juive, etc., qui constituent autant de sujets d'actualité. Dans le flot des informations se dégagent ainsi des figures menaçantes de l'altérité : les uns émergent dans la presse républicaine, tels le monstre en soutane et l'Italien au couteau ; d'autres, dans la presse conservatrice catholique, tels le franc-maçon comploteur et le juif cosmopolite⁴⁸.

Parmi ces figures menaçantes, le juif est le nouveau visage de l'ennemi allemand, d'abord dans le récit antisémite d'Édouard Drumont⁴⁹. Le

44. Fréminville, 2011, p. 34-35, p. 39 et suiv., p. 46 et suiv.

45. Angenot, 1989b, p. 595 et suiv.

46. Noirielle, 2007, p. 98.

47. Champagne, 2004. Bourdieu, 1996.

48. Kalifa et Régnier, « Homogénéiser le corps national », 2011 ; Gastaut et Mourlane, 2009 ; et Angenot, 1989b, notamment p. 31 et 213.

49. Nous l'avons déjà souligné plus haut. Cf. Noirielle, 2007, p. 214 et suiv.

quotidien qu'il a fondé en 1892, *La Libre Parole*, annonce d'emblée son programme à ses lecteurs :

Vous verrez comme il nous sera facile de nous arranger entre compatriotes lorsque nous serons débarrassés de cette horde de Juifs venus de Francfort, de Cologne, de Hambourg, [...] qui s'amuse à nous faire battre entre nous pour nous dévaliser à leur aise à la faveur du tumulte... Vous verrez combien tous les dissentiments s'apaiseront vite lorsqu'on aura compris la parole de Jeanne d'Arc : « Il faut que le sang de France soit maître », lorsqu'on aura adopté notre programme qui se résume en un mot : « La France aux Français !⁵⁰ »

Ce parti pris n'est pas isolé. Maurice Barrès, journaliste et homme de lettres, fonde la communauté nationale sur l'enracinement dans une terre et un passé commun, excluant les étrangers, mais c'est l'antisémitisme qui est, à ses yeux, le ferment essentiel de la cohésion, effaçant les clivages et mobilisant les classes sociales dans une dynamique commune d'adhésion au groupe national. Selon cette figure influente de l'espace public, par définition, « le juif » est hors de la nation. La mise en équivalence entre « le Juif » et « l'Allemand » est primordiale dans ce discours⁵¹. Barrès réalise cette synthèse à travers les figures des « Hébreux croisés d'Allemands » ou des « Juifs de l'Est⁵² ».

Dans l'ensemble du discours social, Marc Angenot a souligné les passerelles entre stéréotypes xénophobes et antisémites dès 1889⁵³. Quant à Gérard Noiriel, il a souligné à quel point la croyance en la malfaisance des juifs se basait sur la mise en équivalence du juif et de l'étranger (allemand)⁵⁴. Mais, selon Janine Ponty-Lavieuville⁵⁵, en 1898-1899, seuls les quotidiens ouvertement antisémites (*La Libre Parole*, *Le Soleil*, *L'Autorité*, *L'Intransigeant*, *La Patrie*, *L'Éclair*, *La Croix*) utilisent cette grille de lecture. Les autres quotidiens, dans leur grande majorité antidreyfusards, exaltent la Nation, l'Armée, et cultivent la haine de l'étranger. Une minorité de journaux dénonce « le juif Dreyfus » ; une majorité, « le Prussien ». *Le Petit Journal*, qui est alors le seul à dépasser le million d'exemplaires – un tirage supérieur à celui de toute la presse antisémite réunie –, se montre particulièrement nationaliste et xénophobe, comme en témoignent les nombreux éditoriaux d'Ernest Judet, son directeur.

Cependant, dans la lignée des travaux de Marc Angenot et Gérard Noiriel, notre hypothèse est que la thématique xénophobe très présente dans la presse populaire radicale du Sud-Ouest s'est articulée avec la thématique antisémite et a pu favoriser son développement⁵⁶.

Il nous faut revenir sur la genèse de la xénophobie dans l'histoire républicaine. Les républicains se sont appuyés sur la nouvelle conception de la nation, née en 1793 et réactivée lors de chaque révolution, au XIX^e siècle, qui désigne le peuple des citoyens français détenant la souveraineté, ayant droit

50. Cité par Kauffmann, 2008, p. 248-249.

51. Angenot, 1995, p. 87-114. Noiriel, 2007, p. 214-217.

52. Sternhell, 1985, notamment p. 224 à 240.

53. Angenot, 1989b, p. 261-265.

54. Noiriel, 2007, p. 214-217.

55. Ponty-Lavieuville, 1971.

56. Fréminville, 2011, notamment p. 49 et suiv., p. 157 et suiv., p. 281.

de l'État-nation qui doit assurer sa protection, défendre ses intérêts, et que chacun doit s'engager à défendre au prix de sa vie. Les étrangers, c'est-à-dire les non-nationaux, en sont exclus⁵⁷. Dans cette logique, lors de l'instauration de la III^e République, la nationalisation de la société est une priorité. Il s'agit de susciter l'adhésion au groupe social national en reliant les citoyens à l'État-nation par mille liens, symboliques ou matériels : drapeau bleu blanc rouge et hymne national, voies de communication, journaux, écoles publiques, etc. Il s'agit notamment de définir qui est français, de faire en sorte que chaque citoyen puisse se mobiliser contre « l'agresseur étranger », d'écarter les influences considérées comme nocives par les républicains, celles des notables et de l'Église catholique.

Dans les discours et les programmes politiques de la mouvance radicale, cette conception prend, dès les années 1880, un tour xénophobe. L'exaltation de la souveraineté populaire à travers un État démocratique et fort qui rassemble et protège ses citoyens ressortissants dans un mouvement égalitaire et fraternel est indissociable de l'aspiration au renforcement du groupe national uni contre l'adversité, venue de l'extérieur (les États allemand et italien) et de l'intérieur (l'étranger). La protection du travail national est au cœur de ce programme politique, où question nationale et question sociale sont consubstantielles⁵⁸.

C'est à la suite des « vèpres marseillaises » – nom donné aux violences commises par des ouvriers français à l'égard des Italiens, à Marseille, en juin 1881 – que des élus et des journaux républicains politisent la question des étrangers et l'érigent en « problème ». C'est ainsi que *Le Petit Méridional* présente les Italiens comme des agresseurs, qui ont insulté le drapeau national, justifiant les représailles contre eux. « Si ces faits se fussent produits dans toute autre ville, la population aurait manifesté la même indignation et pris la même attitude. » Rien d'étonnant à cela, affirme le journal : les Italiens « sont détestés en temps ordinaire et, pour des motifs des plus légitimes, de toute la population ». La xénophobie est présentée comme naturelle et justifiée⁵⁹.

Dans les deux quotidiens populaires radicaux, *La Dépêche* et *Le Petit Méridional*, comme dans d'autres journaux républicains, les conflits entre ouvriers français et étrangers sont alors traités avec une nouvelle attention, de même que les crimes et délits dans lesquels sont impliqués des étrangers⁶⁰. À l'Assemblée nationale, les mesures visant à contrôler le séjour des étrangers, la protection du travail national, ainsi que la question de la nationalité et de son attribution, font l'objet de nombreux débats et projets de loi, portés principalement par des républicains⁶¹.

La période boulangiste, de 1886 à 1889, est un moment d'exaltation patriotique et de lecture de la question sociale au seul prisme de la question nationale. Tout fait « problème » : les crimes et délits dont sont accusés des

57. Wahnich, 1997 ; Noirielle, 2007, en particulier p. 32-34, 63-68, 83-90.

58. Mayeur, 1984, p. 173.

59. Fréminville, 2011, p. 49.

60. Sur *Le Petit Méridional* et *La Dépêche*, Fréminville, 2011, p. 68 et suiv., et p. 157 et suiv. Cf. également Lerner, 1978, p. 560 et suiv. ; Jean Estèbe, 2006. Sur les étrangers dans la presse : Ambroise-Rendu, 1997, notamment p. 567 ; Dornel, 2004, p. 171 et suiv.

61. Dornel, 2004, p. 136 et suiv.

étrangers, les espions allemands, le travail des étrangers ou des personnes d'origine étrangère (dans les chantiers de travaux publics, les entreprises, les administrations, la bourse), les manifestations et violences contre les ouvriers belges, italiens ou espagnols⁶². *Le Petit Méridional* et *La Dépêche* stigmatisent les étrangers, accusés d'envahir la France et de mettre en péril à la fois la défense nationale et le travail national.

En 1887, dans ces deux journaux, des récits de faits divers visant des ouvriers espagnols – des faits omnibus⁶³ – donnent une réelle consistance à la représentation de l'étranger comme ennemi de l'intérieur. Maires et préfets publient des arrêtés administratifs dans l'Aude, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales, intimant aux Espagnols de prouver leur identité et de déclarer leur séjour. La dépolitisation du « problème des étrangers » par le biais de récits de fait divers, au service d'un discours sécuritaire qui s'impose au-delà des clivages politiques, apparaît comme le levier essentiel d'une large mobilisation des acteurs de l'espace public dans les camps républicain et conservateur. En effet, le discours sécuritaire est compatible avec le dogme libéral dominant, comme avec le protectionnisme. Quant à la presse populaire, elle concilie son intérêt pour les faits divers et un discours très consensuel sur un enjeu très sensible, celui de la sécurité⁶⁴.

Parmi les diverses expressions du « gallocentrisme » et les stéréotypes négatifs désignant les étrangers véhiculés en 1889, Marc Angenot constate que le « patriotisme de ressentiment » est l'un des lieux communs du discours radical et boulangiste⁶⁵. La presse et la plupart des imprimés véhiculent largement des références nationales et présentent les Français comme les victimes du péril étranger. Cela fait de l'appartenance nationale le lien majeur entre les quotidiens et leurs lecteurs, les journalistes se faisant les porte-parole de leurs compatriotes agressés et bafoués. Par exemple, *La Dépêche* et *Le Petit Méridional* se présentent en défenseurs des intérêts des ouvriers français, victimes de la concurrence déloyale d'étrangers nomades, sans famille, acceptant un faible salaire, échappant au service militaire et à l'impôt⁶⁶.

Quand les étrangers sont au cœur de l'actualité, notamment après le massacre des Italiens à Aigues-Mortes, le 17 août 1893⁶⁷, le stéréotype de « l'Italien au couteau », comme la dénonciation des étrangers dans la montée de la criminalité reviennent en force. La même année, dans le projet de loi relatif au séjour des étrangers et à la protection du travail national, voté le 8 août 1893, et la circulaire administrative du 20 juillet 1893 sur l'expulsion des étrangers condamnés en correctionnel, l'équivalence entre étrangers et criminels constitue le principal argument⁶⁸.

62. Dornel, 2004, p. 33 et suiv.

63. Bourdieu, 1996, p. 16.

64. Sur les faits divers dans la presse populaire et le discours sécuritaire, de la fin du XIX^e siècle jusqu'en 1914: Kalifa, 1995. Et sur l'importance de la question de la sécurité dans une démocratie, Mucchielli, 2002. Sur la figure de l'étranger dans le discours sécuritaire, Fréminville, 2013.

65. Angenot, 1989b, p. 213 et suiv. Sur les références nationales et le patriotisme dans l'ensemble des imprimés, journaux, livres, manuels scolaires: Thiesse, 1997; Mollier, 2001.

66. Fréminville, 2011, p. 68 et suiv. et p. 157 et suiv.

67. Noiriel, 2010.

68. Dornel, 2004, p. 202 et suiv., sur la surveillance des étrangers; Fréminville, 2011, p. 160-164.

Pour comprendre la genèse des discours hostiles aux juifs dans les quotidiens populaires radicaux de Toulouse et de Montpellier à la fin du XIX^e siècle, nous étudierons ceux qui les ont produits, des journalistes dont l'engagement politique, dans l'ombre ou sur la scène, est étroitement lié à leur collaboration à un moyen de communication de masse, et qui ont pris une part majeure dans la fabrique du discours antisémite. De nombreux articles n'étaient pas signés, mis à part les éditoriaux que l'on désignait alors comme les « articles de tête », c'est-à-dire en tête du journal (le premier article en page une). Dès qu'ils l'étaient, même de façon peu claire, par une simple lettre ou un pseudonyme, il était important de les identifier, par exemple Maurice Sarraut, derrière la lettre « S ». Même si chaque quotidien est un organe collectif, la sociohistoire consiste à partir des individualités et à comprendre leurs différentes facettes, leurs relations, leur positionnement dans l'espace public républicain, et, pour cette étude, leurs discours publics, en tenant compte de leur complexité et de leurs évolutions.

Qu'est-ce que ces journalistes ont dit des juifs entre 1880 et 1914 dans ces deux journaux ? Dans *Le Petit Méridional*, le seul à être numérisé, une recherche a été effectuée par mot-clé dans l'ensemble de la période : juif(s), juive, israélite(s), sémite(s), juiverie, Israël, question juive, antisémitisme, antisémite, antijuif, syndicat juif, Édouard Drumont. Elle a révélé des centaines d'occurrences pour certains termes. Seules les premières – les plus pertinentes – ont été étudiées. À la lumière de ce repérage, nous avons lu aux mêmes périodes *La Dépêche* dans sa version originale, imprimée et reliée, car elle n'était pas numérisée.

Nous avons également lu systématiquement ces journaux aux périodes clés de l'histoire de l'antisémitisme dans les premières décennies de la III^e République : la publication de *La France juive* et des ouvrages suivants de Drumont, les polémiques lancées par *La Libre Parole*, les principales étapes de l'affaire Dreyfus de 1894 à 1899 et les débats à la chambre. Comme un lecteur qui parcourt l'ensemble de son journal, il était intéressant de tout parcourir, des actualités nationales, internationales, coloniales, jusqu'aux actualités d'une édition locale, au lieu de se limiter, par exemple, aux « faits divers » ou aux articles de tête. Pour l'édition locale, il s'agit, dans *Le Petit Méridional*, de la chronique locale de l'Hérault qui figure dans son édition numérisée. Elle est bien souvent complétée par des informations sur le Gard ou l'Aude, voire les Pyrénées-Orientales. Pour *La Dépêche*, nous avons fait des sondages dans la chronique locale de l'édition de l'Aude.

L'affaire Dreyfus ayant occupé, fin 1894, et plus encore, fin 1897 et en 1898, la plupart des colonnes des deux quotidiens régionaux, avec un traitement très répétitif, notre objectif était, non pas d'expliquer ce qu'ils en avaient dit, mais de noter tout ce qui était significatif d'une interprétation antisémite et ce qui relevait de la xénophobie, les deux pouvant être étroitement associés.

Au final, 497 articles publiés dans *Le Petit Méridional* et 331 dans *La Dépêche* ont été analysés dans une base de données⁶⁹. Le quotidien

69. Dans une base de données, nous avons noté la date de chaque article, son titre et éventuel sous-titre, son auteur, son emplacement, sa longueur, la rubrique, le sujet abordé, l'angle choisi, les journaux cités, les mots-clés et phrases clés par thème.

montpelliérain étant numérisé a fait l'objet d'une étude plus fouillée, mais c'est aussi la différence d'attitude entre les deux journaux qui explique cette différence. Dès le début des années 1880, les pogroms en Russie, les personnalités juives du Gard et de l'Hérault, et par la suite les ouvrages publiés par Édouard Drumont suscitent l'intérêt du *Petit Méridional*, tandis que *La Dépêche* reste discrète sur ces sujets.

Pour chaque article, en plus de son titre, de son auteur (quand il est mentionné), de sa date de publication, il était nécessaire de noter les éléments destinés à le caractériser (la rubrique, le type d'article, le sous-titre, la longueur) et d'en situer précisément le contenu : quelle actualité est traitée ? Quel est l'angle ou le thème de l'article ? Quels journaux ou journalistes sont cités ?

Pour comprendre ce qui est dit des « juifs », plusieurs questions se posent : quels mots sont utilisés pour les désigner (juif, israélite, sémite, hébreu, etc.) ? Est-il question de religion, race, peuple ? Ou bien est-ce une caractéristique physique qui est utilisée pour évoquer « les juifs » ? Qu'est-il dit de « la question juive » ? Et des distinctions sont-elles faites entre des juifs de différentes origines ou nationalités, ou au contraire des liens sont-ils établis ? En opposition aux « juifs », quels sont les antonymes ? Y a-t-il une opposition entre « Eux » (« les juifs ») et « Nous » (« les Français », etc.), et comment est-elle marquée ?

Il est également nécessaire de comprendre avec « quoi » ou « qui » ils sont mis en équivalence : l'argent ? les étrangers ? les espions ? les criminels ? ou encore avec le pouvoir ? mais lequel ? celui des adversaires politiques ? ou avec un pouvoir occulte, international ? S'ils sont désignés comme une menace, y a-t-il des mots pour la figurer, des personnalités qui l'incarnent, des figures légendaires ? La mise en équivalence entre juif et étranger étant cruciale, comment s'est-elle traduite dans les nombreux articles étudiés, par exemple, par l'imitation d'un accent allemand, ou la désignation d'Israël comme une puissance étrangère ?

En soi, l'antisémitisme était objet de débats à partir de la publication de *La France juive* d'Édouard Drumont, y compris dans la mouvance radicale : relève-t-il du conservatisme catholique ? s'explique-t-il par des raisons économiques et sociales ou par la haine à l'égard d'« une race », d'« un peuple », d'« une religion » ? est-il « républicain » ou non ? Ces débats contribuent aux polémiques sur la question juive.

Autre enjeu essentiel : la réception de ces discours publics par les lecteurs du *Petit Méridional* et de *La Dépêche*, et leur appropriation. L'étude des manifestations antisémites de janvier-février 1898, qui se sont limitées à Paris et aux grandes villes⁷⁰, et celle des souscriptions au monument Henry lancées par *La Libre Parole* en décembre 1898, ont montré que seule une très faible partie de la population avait adhéré aux thèses antisémites : principalement, des membres de l'ancienne aristocratie, des militaires et des ecclésiastiques hostiles à la République anticléricale, des petits commerçants opposés au développement des grandes surfaces et à l'impôt, ou encore des étudiants en droit et en médecine qui craignaient d'être déclassés. Cependant, au-delà de l'adhésion à une idéologie extrême, qui est demeurée

70. Notamment Wilson, 1982 ; Birnbaum, 1994a et 1998.

minoritaire, on peut s'interroger sur les effets d'une stigmatisation publique et répétée des juifs, pendant plusieurs années.

En l'absence de courriers des lecteurs, publiés ou conservés, il est malheureusement très difficile de mener une étude sur la réception des discours. Néanmoins, quelques lettres publiées au début de l'année 1898 dans *Le Petit Méridional* et *La Dépêche*, et les réactions d'individus ou de groupes de différents milieux sociaux rapportées par les deux quotidiens en donnent un aperçu partiel.

Dans cette étude, nous tenterons de comprendre l'invention de «la question juive» dans ces deux quotidiens populaires de la mouvance républicaine radicale, quels professionnels de la parole publique s'en sont emparés, et comment s'est fait la construction sociale de la différence («eux» opposés au «nous»), sur quels thèmes et selon quels intérêts.

Nous verrons dans un premier temps que ces professionnels sont à la fois des journalistes et des hommes politiques dans des moyens de communication de masse qui servent les intérêts d'une famille politique cherchant à s'implanter dans le Sud-Ouest. Issus des couches sociales nouvelles que Gambetta appelait de ses vœux, ils ont besoin de la presse pour asseoir leur audience et leur légitimité auprès des lecteurs-électeurs. Ils politisent les sujets dont ils s'emparent, s'appuient sur la chose vue et entendue, et usent de la polémique pour tenter d'imposer leur point de vue.

À partir de 1889-1890, ils s'emparent de la question juive, sujet qui monte en puissance dans les deux quotidiens populaires en 1892 et ne connaîtra que peu d'accalmies jusqu'à l'acmé de 1898. De Paris à la Russie en passant par Francfort, mais aussi l'Algérie, les actualités et les commentaires se multiplient, parmi lesquels les polémiques lancées par Drumont occupent une place importante, mais non exclusive. Nouvelle grille d'interprétation de la question sociale et nationale, l'antisémitisme, étroitement articulé à la xénophobie et à l'anticléricalisme, cible principalement les républicains modérés. Ce n'est qu'en 1899, au moment où le camp dreyfusard marque des points et où la défense républicaine rassemble largement contre les nationalistes antisémites, que *Le Petit Méridional* et *La Dépêche* mettent en sourdine les discours hostiles aux juifs. Mais, comme nous le verrons, ils persistent, de façon épisodique, dans le quotidien toulousain.